

# Analyses 2009



Etre consommateur, être consom'acteur  
La souveraineté alimentaire des pays  
du Sud, ça nous concerne aussi

Commission Justice et Paix belge francophone asbl  
Rue Maurice Liétart 31/6  
B-1150 Bruxelles Belgique  
Tél. +32 (0) 2 738 08 01  
Fax: +32 (0) 738 08 00  
[info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be) [www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)

## Être consommateur, être consom'acteur

### La souveraineté alimentaire<sup>1</sup> des pays du Sud, ça nous concerne aussi

*Si j'avais si j'avais ça  
Je serais ceci je serais cela  
Sans chose je n'existe pas  
Les regards glissent sur moi  
J'envie ce que les autres ont  
Je crève de ce que je n'ai pas  
Le bonheur est possession  
Les supermarchés mes temples à moi*

*Je prie les choses et les choses m'ont pris  
Elles me posent, elles me donnent un prix  
Je prie les choses, elles comblent ma vie  
C'est plus 'je pense' mais 'j'ai' donc je suis*

Jean-Jacques Goldman, Les choses, 2001

Comment ne pas se sentir interpellé par ces rimes : « le bonheur est possession », « j'ai donc je suis », « je prie les choses, elles comblent ma vie »,... qui nous provoquent sur ce que les générations successives ont fait du monde : une minorité de nantis qui se partagent les richesses face à une majorité de pauvres qui n'ont pas accès à la consommation (sans insinuer ici que l'accès à la consommation soit le sésame du bonheur). Les conséquences du système dénoncé ici dépassent la question de la pauvreté, pour y revenir finalement : l'impact de l'activité humaine des deux derniers siècles est reconnu comme un des moteurs du changement climatique, lui-même associé à plus ou moins long terme à un renforcement des inégalités Nord-Sud de par ses effets négatifs sur la biodiversité, les rendements agricoles et la production alimentaire. La boucle continue avec la tendance des mécanismes du Marché tendent à considérer ces denrées alimentaires comme une marchandise à libéraliser, avec les conséquences que l'on connaît déjà sur l'alimentation dans les pays les plus pauvres... Tout ceci dit de façon un brin caricaturale.

Forcer le trait est le propre d'une caricature, ou d'une chanson, mais le débat est ouvert : comment continuer à accepter un système qui, tout en générant croissance économique et profit maintient une trop grande partie de la population mondiale dans le dénuement, la faim et la pauvreté ?

### Introduction

Les 26 et 27 janvier 2009 se tenait à Madrid la Conférence des Nations Unies sur la crise alimentaire mondiale. À l'ordre du jour, l'élaboration d'un plan de route pour éradiquer la

---

<sup>1</sup> La *souveraineté alimentaire* est définie par *Via Campesina*, comme « un droit des peuples à des aliments nutritifs et culturellement adéquats, accessibles, produits de façon durable et écologique, et un droit des peuples à décider de leur propre système alimentaire et productif » (octobre 2008 )

[http://www.viacampesina.org/main\\_fr/index.php?option=com\\_content&task=view&id=323&Itemid=64](http://www.viacampesina.org/main_fr/index.php?option=com_content&task=view&id=323&Itemid=64)

Ce droit se veut plus large que celui de la *sécurité alimentaire* qui est la garantie, pour tous, d'un accès aux aliments, à leur qualité et à leur disponibilité.

faim dans un contexte où, selon le directeur général de la FAO<sup>2</sup>, Jacques Diouf, la crise alimentaire reste d'actualité et risque de s'aggraver.

De l'autre côté de la terre, à Belem, au Brésil, se réunissaient en même temps les « altermondialistes » qui revendiquent qu'« un autre monde est possible ». Justice et Paix y participait car ce sont, entre autres, ces lieux de partage entre nos pays du Nord et ceux du Sud qui permettent de construire ensemble des alternatives crédibles et durables.

Elles sont nécessaires, ces alternatives ; Jean-Pascal van Ypersele<sup>3</sup>, climatologue et expert sur les changements climatiques, nous a montré au cours d'une réflexion sur les défis climatiques et alimentaires actuels<sup>4</sup> qu'elles sont même urgentes.

En effet, la FAO estime aujourd'hui qu'une personne sur sept souffre de sous-alimentation, alors que 70% de ces personnes se trouvent en milieu rural et vivent principalement de l'agriculture. Situation paradoxale quand on sait que la production actuelle est estimée pouvoir nourrir jusqu'à 10 milliards de personnes. Et pourtant, en 2007 et 2008, une quarantaine de pays ont connu des émeutes liées à l'augmentation des prix des denrées alimentaires.

### **En question aujourd'hui nos choix de consommation**

Partons d'un exemple qui a fait du bruit il y a quelques mois. En mai 2008, la Libre Belgique, dans son article « un produit financier qui dérange » nous parlait du débat suscité par une assurance vie proposée par la banque KBC dont le rendement est lié à l'évolution du prix du cacao, du café, du sucre, du blé, du maïs et du soja. Interpellée à ce sujet, la banque répondait qu'il ne s'agissait là que « d'un secteur d'investissement comme un autre » et que pour ceux qui le souhaitaient, elle proposait également des placements « éthiques ».

Les denrées alimentaires nécessaires à la vie de tout être humain, un secteur d'investissement comme un autre ? Est-ce bien responsable de soumettre de tels produits à la spéculation et de jouer avec l'accès de millions de personnes à l'alimentation ?

Le mode de consommation actuel, tel qu'il est pratiqué dans nos sociétés et vers lequel les grandes villes des pays du Sud cherchent à tendre n'est pas viable. Les signaux d'alarme qui attirent l'attention sur ses effets néfastes se multiplient de toute part.

J-P Van Ypersele, expliquant les mécanismes qui ont conduit l'activité humaine, grande productrice de CO<sub>2</sub>, à contribuer au réchauffement climatique, montre comment ce dernier, même s'il n'est que d'un ou deux degrés Celsius, nuira à la qualité et à la quantité de nourriture disponible sur une grande partie du globe : certaines variétés de végétaux vont disparaître parce que les conditions de leur croissance vont se modifier, certains insectes pollinisateurs des plantes utilisées pour l'alimentation vont disparaître, les terres arables vont se réduire suite à la montée du niveau de la mer, mais aussi par une salinisation des sols jusqu'alors fertiles le long des côtes ou par les successions plus rapides et plus violentes de sécheresses et d'inondations, certaines réserves d'eau vont disparaître avec la fonte des

---

<sup>2</sup> Food and Agriculture Organisation.

<sup>3</sup> Climatologue, professeur à l'Université Catholique de Louvain et Vice-président du GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Évolution du Climat).

<sup>4</sup> Conférence sur les défis climatiques : un obstacle à la souveraineté alimentaire lors du colloque « Défis alimentaires et climatiques : regards croisés de sens et de foi », organisé par Entraide et Fraternité, Justice et Paix et Interfaces, tenu à Namur les 30 et 31 janvier 2009.

glaciers, des parasites vont se développer et menacer les élevages (la maladie de la langue bleue entre autres), etc.

Le spécialiste parle de projections, non de prédictions, et si ces différents effets sont de l'ordre du probable, ils ne posent pas moins toute une série de questions sur la mise à mal des modes d'alimentation des pays plus fragiles.

Nos sociétés se trouvent du bon côté de la consommation, là où elle est plus facile (ceci dit sans nier le fait qu'une partie de plus en plus importante de nos populations s'en trouve privée également). Mais nombreux déjà sont ceux qui mettent nos comportements quotidiens en question. Ils sont humanistes, croyants ou athées, sensibles à l'avenir de l'humanité et convaincus qu'il est nécessaire de réviser notre façon de vivre, pour le bien des populations plus démunies, pour le bien des pays du Sud, mais aussi pour le bien des générations futures dans nos sociétés du Nord. Ils prônent la consommation dans la sobriété, la décroissance et la solidarité (interpersonnelle et collective). Pour eux, le bonheur est à trouver dans le partage et la communication avec les autres, pas dans la possession.

Suivre ce courant implique de recentrer l'économie sur le service à tous les Êtres humains et de ne plus viser le profit à tous prix. Il n'est pas question ici de « bonnes œuvres », mais d'une lutte politique et sociale contre les mécanismes qui engendrent la pauvreté d'une part, et de viser des comportements de consommation équitables et durables d'autre part.

### **Changer les mentalités et repenser le système**

Les résultats des études des experts du climat mettent en évidence un nouveau paradoxe : le plus grand potentiel d'action contre les impacts négatifs du réchauffement climatique se trouve dans les pays du Sud : ceux qui sont le moins responsables de la situation et ceux qui en souffrent et en souffriront le plus sévèrement. Comment réagissent-ils aux discours venus du Nord sur la sobriété dans la consommation, eux qui n'y ont souvent pas accès ? Comment leur demander de faire des efforts supplémentaires ?

Pour les associations actives dans le plaidoyer en faveur de l'agriculture paysanne comme instrument de la souveraineté alimentaire des populations du Sud en particulier, des questions supplémentaires se posent : comment concilier à la fois la défense du droit à des aliments nutritifs, culturellement adéquats, accessibles, produits de façon durable, écologique et autonome avec les mesures prônées internationalement pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> produites entre autres par une agriculture paysanne modernisée ?<sup>5</sup>

Tout un questionnement qui trouve écho dans la réflexion sur la décroissance et la sobriété dans la consommation, dont Christian Arnspenger<sup>6</sup> a évalué les enjeux actuels. Il décèle dans les travaux politiques à l'échelle internationale – les conférences sur le climat, sur la faim, sur le développement durable, etc - une prise de conscience que le modèle de développement des pays du Nord n'est pas généralisable en ce qu'il a conduit l'ensemble de la planète à vivre au-dessus de ses moyens écologiques depuis des décennies. Mais il voit aussi, dans le concept de développement durable qui a le vent en poupe aujourd'hui, une nouvelle vision occidentale qui émane des pays les plus riches, ceux-là même qui ne se sont guère souciés de durabilité au

---

<sup>5</sup> Question mise en avant par Jean Hinnekens, Président de Justice et Paix, lors des journées de réflexion qui fondent cette analyse (colloque « Défis alimentaires et climatiques » des 30 et 31 janvier 2009.

<sup>6</sup> Économiste et professeur à l'Université Catholique de Louvain, a donné une conférence sur la société de sobriété et de solidarité comme condition de survie pour l'humanité lors du colloque « Défis alimentaires et climatiques : regards croisés de sens et de foi », organisé par Entraide et Fraternité, Justice et Paix et Interfaces, tenu à Namur les 30 et 31 janvier 2009.

moment de leur développement. Les États du Sud sont les premiers à rappeler que les instances internationales peuvent difficilement leur demander de s'engager dans la modération de leur croissance, au nom de l'avenir de l'humanité, alors qu'ils sont les premières victimes des débordements du système qui a mené au (sur ? -)développement des pays du Nord.

Pour les tenants de cette pensée, changer les mentalités et repenser le système passe par une démarche volontaire de recherche de la simplicité, c'est-à-dire se contenter du nécessaire et décroître sereinement les standards de vie dans nos sociétés occidentales. Dans la vie quotidienne, cette simplicité se traduirait par un mode de vie sobre sans être misérable, il n'est pas question ici de faire davantage de pauvres qu'il y en a déjà. Ne pas cesser de consommer, ce serait absurde, mais consommer mieux en effectuant des choix informés. Au niveau collectif, cette simplicité implique la « décroissance » : une réduction importante du train de vie matériel ce qui impliquerait une réduction importante voire un arrêt de la croissance économique traditionnelle et une réorientation des objectifs politiques, économiques et sociaux vers davantage d'égalité pour diminuer le fossé entre riches et pauvres.

Si cette approche n'est pas la panacée, ce qu'elle ne prétend pas être d'ailleurs, elle a le mérite de pousser le débat, de poser les questions qui dérangent, et de proposer des pistes de changement aux citoyens que nous sommes : changer nos comportements de consommation pour devenir des « consom'acteurs », des citoyens qui s'interrogent sur les conditions de production des produits qui se trouvent dans leur panier, essayent de mieux connaître la politique des entreprises dont ils sont clients pour savoir si elles respectent les droits humains, les normes sociales, l'éthique ou encore l'environnement, mais aussi des citoyens qui s'expriment sur la scène politique aux différents niveaux de pouvoir de leur État, de leur région, par un vote informé lors des élections, par la critique constructive envers leurs représentants, par l'influence dans le choix des priorités pour le développement de leur société et qui ne se figent pas dans le statut de citoyen-acheteurs, délégrant à l'État la mission de protéger leurs revenus.

Justice et Paix  
Février 2009

Anne-Sylvie Berck  
Chargée de projet

Axelle Fischer  
Secrétaire générale